

Diagnostic plomb avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : M200804_00010_RPAT
 Date du repérage : 28/08/2017
 Heure d'arrivée : 10 h 45
 Durée du repérage : 01 h 00

Objet de la mission : La présente mission concerne le repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux conformément l'art. R4412-5 du Code du Travail. Le diagnostic a été réalisé au regard du périmètre des travaux défini par le client.

Note : Les résultats de ce rapport ne se rapportent qu'aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles la mission a été confiée à l'opérateur de repérage et dans celles-ci uniquement aux éléments de la construction uniquement accessible lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.

Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité, annexes incluses.

Adresse du bien immobilier

RCEA - RN80
 Pont SNCF au PK 385+010
 71100 SAINT REMY

Référence cadastrale : NC
 Lot de copropriété : NC

Propriétaire et commanditaire :

Propriétaire : SNCF Réseau
 15-17 rue Jean-Philippe Rameau
 CS 80001
 93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX

Commanditaire: DREAL Bourgogne-Franche-Comté
 Service Transports & Mobilités TEMIS –
 Technopole Microtechnique et
 Scientifique BP 1269
 25005 BESANCON

Organisme chargé de la mission

Opérateur de diagnostic et signature : Guillaume DELASTRE
 Raison sociale et nom de l'entreprise : AED amiante & environnement
 Adresse : 504, rue Nationale
 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
 805 146 792 00017

Numéro SIRET :
 Désignation de la compagnie d'assurance : AXA
 Numéro de police et date de validité : 4869863004 / 31/12/17
 Certification de compétence DTI2751 délivrée par : DEKRA Certification, le 27/01/16



Programme de travaux

Interventions diverses sur les matériaux diagnostiqués

Liste des rapports antérieurs

Date	Objet
Néant	Néant

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics contenant du plomb. En cas de dégradation envisagée des revêtements concernés dans le cadre des travaux, les intervenants devront adopter les mesures de protection nécessaires.

1 – Références réglementaires

- Préconisations pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (Hors champ code de la santé publique) Plaquette de mars 2014 de la DIRECCTE
- Principes généraux de prévention de l'article L4121-2 du code du travail
- Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction Articles R4412-59 et suivants du code du travail

2 - Renseignements complémentaires concernant la mission

Nom et prénom du commanditaire de la mission : **DREAL Bourgogne-Franche-Comté**

Adresse : **Service Transports & Mobilités TEMIS – Technopole Microtechnique et Scientifique BP 1269
25005 BESANCON**

2.1 - L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	NITON	
Modèle de l'appareil	XLP S	
N° de série de l'appareil	98236	
Nature du radionucléide	109 Cd	
Date du dernier chargement de la source	07/04/2016	Activité à cette date : 1480 MBq
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T690864	Date d'autorisation : 30/03/2016
	Date de fin de validité de l'autorisation : 25/03/2016	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	AED Amiante & Environnement	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Antoine STEVENSON	

Etalon : NITON; 2991; 1,01 mg/cm² +/- 0,01 mg/cm²

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm ²)
Mesure entrée	1	28/08/2017	1,1
Mesure sortie	12	28/08/2017	1,1

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque mission et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 - Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

1.3 - Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	RCEA - RN80 Pont SNCF au PK 385+010 - 71100 SAINT REMY
Description de l'ensemble immobilier	Pont routier sur voie SNCF
Année de construction	NC
Localisation du bien objet de la mission	Section cadastrale : NC
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	SNCF Réseau 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Date(s) de la visite faisant l'objet du constat	28/08/2017

Liste des locaux visités :

Pont (partie sur voie SNCF),
Pont (partie routière)

Liste des locaux non visités (avec justification) :

Néant

3 - Présentation des résultats

Pour localiser les mesures, se référer à la nomenclature reportée sur le plan p. 6

4 - Résultats des mesures

N°	Localisation	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation
2	Pont (partie sur voie SNCF)		1	Casquette (auvent) côté Marseille	Métal	Peinture	mesure 1	0,1	
3	Pont (partie sur voie SNCF)		1	Casquette (auvent) côté Marseille	Métal	Peinture	mesure 2	0,2	
4	Pont (partie sur voie SNCF)		2	Casquette (auvent) côté Lyon	Métal	Peinture	mesure 1	0,19	
5	Pont (partie sur voie SNCF)		2	Casquette (auvent) côté Lyon	Métal	Peinture	mesure 2	0,1	
6	Pont (partie sur voie SNCF)		3	Poutres tablier	Métal	Traitement anti-corrosion	mesure 1	0	
7	Pont (partie sur voie SNCF)		3	Poutres tablier	Métal	Traitement anti-corrosion	mesure 2	0	
8	Pont (partie routière)		4	Garde-corps côté Marseille	Métal	Peinture	mesure 1	4,7	Dégradé
9	Pont (partie routière)		4	Garde-corps côté Marseille	Métal	Peinture	mesure 2	5	Dégradé
10	Pont (partie routière)		5	Garde-corps côté Paris	Métal	Peinture	mesure 1	4,5	Dégradé
11	Pont (partie routière)		5	Garde-corps côté Paris	Métal	Peinture	mesure 2	5	Dégradé

5 - Commentaires et signature

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : Rapport d'insepection Cerema n° C15LA0275 d'août 2015

Plans projet

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : M. Pierre GUILLERME (SNCF)

Fait à **SAINT REMY**, le **28/08/2017**

Par : **Guillaume DELASTRE**



6 – Stratégie de mesures

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostic sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Par ailleurs, pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période) présentant des locaux similaires, un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de diagnostic qui doivent faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et / ou prélèvement).

- **Identification des locaux et des zones :**

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et par extension : couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc. Le local est désigné selon une appellation non équivoque et non susceptible d'évoluer dans le temps. Le nom d'usage peut s'avérer insuffisant.

L'auteur du constat effectue une visite exhaustive des locaux concernés par les travaux. Il dresse la liste détaillée des locaux visités. Si des locaux concernés par les travaux n'ont pas été visités, il en dresse aussi la liste et précise les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été visités.

Il réalise un croquis lisible de l'ensemble des locaux concernés par les travaux et reporte sur le croquis la désignation de chaque local.

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones qu'il identifie sur le croquis. Ces zones correspondent généralement aux différentes faces du local.

- **Identification des revêtements :**

Par revêtement, on entend un matériau mince recouvrant les éléments de construction. Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont principalement les peintures (du fait de l'utilisation ancienne de la céruse et celle de produits anti-corrosion à base de minium de plomb), les vernis, les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre, le plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons.

Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb.

D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Si des travaux sont réalisés sur la faïence (retrait, perceuse,...) le repérage est nécessaire puisque le carrelage peut masquer un autre revêtement en plomb.

- **Identification des matériaux :** les matériaux en plomb doivent faire l'objet d'un repérage par le diagnostiqueur (par fluorescence X et/ou constat visuel).

- **Identification des unités de diagnostic :**

Dans chaque local, toutes les surfaces susceptibles d'avoir un revêtement contenant du plomb sont analysées ou incluses dans une unité de diagnostic à analyser. Cela comprend aussi les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb (papier peint, toile de verre, moquette murale, etc.), car un matériau contenant du plomb peut exister en dessous.

Pour chaque zone, l'auteur du constat dresse la liste des unités de diagnostic, recouvertes ou non d'un revêtement, y compris celles manifestement récentes. Il identifie chaque unité de diagnostic par son nom non ambigu. Lorsqu'il y a plusieurs unités de diagnostic de même type (porte, fenêtre...) dans une même zone, chacune d'elles doit être clairement identifiée et repérée sur le croquis.

L'auteur du constat identifie le substrat de l'unité de diagnostic par examen visuel et en fonction des caractéristiques physiques du matériau, et le revêtement apparent de l'unité de diagnostic. Par substrat, on entend un matériau sur lequel un revêtement est appliqué (plâtre, bois, brique, métal, etc.).

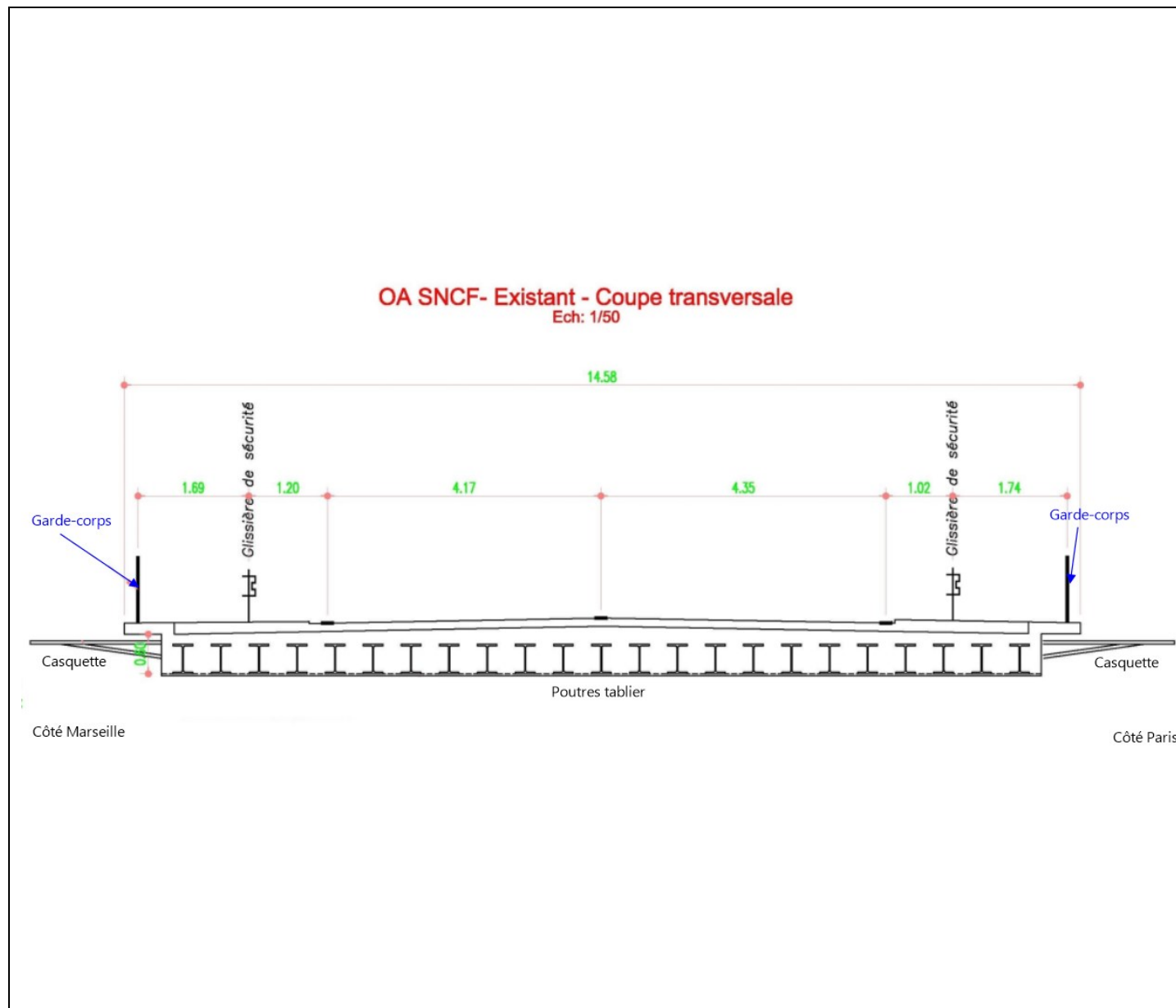
- **Choix des points de mesures**

Seules les unités de diagnostic impactées par les travaux font l'objet d'une ou plusieurs mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

Dans tous les cas, les mesures seront réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb est la plus forte.

7 - Annexes

7.1 - Croquis



7.2 Analyses chimiques du laboratoire

Aucun prélèvement n'a été effectué dans le cadre de cette mission.

7.2 Notice d'information à remettre au donneur d'ordre

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Comment se contamine –t-on ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

Sur les chantiers

- en travaillant sans protection,
- en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- en se rongant les ongles,
- en mâchant de la gomme ou autres.

Hors lieux de travail

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

Que faire en cas de risque potentiel sur un chantier ?

Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation/réhabilitation et démolition
- Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes

Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

- Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage
- mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
 - interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
 - rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
 - interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
 - ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- des conseils dans le choix des protections,
- une aide à l'information et à la formation,
- une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).

CARSAT du Centre

www.carsat-centre.fr

Tél 02 38 81 50 00

prev@carsat-centre.fr



OPPBTP Centre

www.preventionbtp.fr

Tél 02 38 83 60 21

orleans@oppbtp.fr



RSI région Centre

www.rsi.fr/centre

Tél 08 20 20 96 26



Les coordonnées des services de santé au travail sont disponibles sur le site de la DIRECCTE Centre :

www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre

Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Des documents vous informent :

- le diagnostic plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- Les guides de prévention :
 - Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur www.preventionbtp.fr)
 - Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur www.inrs.fr)
 -

CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticteur immobilier certifié

DEKRA Certification SAS certifie que Monsieur

Guillaume DELASTRE

est titulaire du certificat de compétences N° DTI2751 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	27/01/2016	26/01/2021
- Diagnostic amiante sans mention	21/11/2014	20/11/2019
- Diagnostic amiante avec mention	22/03/2017	20/11/2019

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagneux, le 23/05/2017



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE DES TECHNICIENS EN DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

Période de validité du **01/07/2017** au **31/12/2017**.

Pour l'application du contrat, on entend par Assuré :

SARL AED EXPERTISES 19 Rue Pablo Neruda 33140 VILLENAVE D'ORNON

SARL AED AMIANTE ET ENVIRONNEMENT 504 Route Nationale 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

La compagnie AXA France IARD, représentée par ses Agents Yves BOUNAN & Jérémie HABIB demeurant 23 Centre Cial Saint Caprais 31240 L'UNION, atteste garantir les sociétés indiquées ci-dessus par contrat **Responsabilité Civile numéro 4869863004**.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-6 du dit Code.

Sont principalement garantis l'établissement des documents suivants :

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du CSP.
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du code de la Santé Publique.
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du CCH.
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du CCH.
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du CCH.
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du CCH.

Sont également garantis l'établissement des dossiers de diagnostics techniques obligatoires visés par l'art. L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation hors vente de bien immobilier :

- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L 134-1 du CCH.
- L'état des Risques Naturels et Technologiques dans les zones mentionnées à l'art. L. 125-5 du Code de l'Environnement.
- L'état des risques naturels et technologiques prévu à l'article L. 125-5 du Code de l'Environnement.
- Le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du CSP.
- Le Dossier Technique Amiante (DTA) prévu aux articles L 1334-13 et R₁ 1334-14 et s. du CSP.
- Le repérage amiante prévu à l'art. R 1334-27 du CSP.

Suite Attestation - Contrat numéro 4869863004 :

Sont également garantis l'établissement des dossiers de diagnostics techniques immobiliers non obligatoires lorsque l'assuré réalise à titre accessoire ces mêmes constats et diagnostics en dehors de la constitution du dossier technique, notamment les diagnostics suivants :

- Diagnostic amiante avant travaux,
- Diagnostic amiante avant démolition,
- Diagnostic plomb avant travaux,
- Diagnostic plomb avant démolition,
- Diagnostic termites avant travaux,
- Diagnostic termites avant démolition.

Extension de garantie pour autres missions que celles relatives aux diagnostics techniques immobiliers obligatoires :

- | | |
|--|---|
| ▪ Loi Carrez et calcul des millièmes, | ▪ Contrôle de raccordement au réseau d'assainissement collectif conformément aux dispositions de l'art. L1331-4 du code de la santé publique. |
| ▪ Diagnostic de conformité aux normes de surface et d'habitabilité réalisé dans le cadre du Prêt à Taux Zéro, | ▪ Rédaction des règlements de copropriété dont l'état descriptif de division. |
| ▪ Etat de conformité de la sécurité des piscines, | ▪ Calcul des tantièmes, |
| ▪ Etat des lieux locatif, | ▪ Contrôle de la sécurité de l'installation électrique de parties communes d'immeuble selon les critères définis par norme AFNOR XP 16-600. |
| ▪ Diagnostic radon, | ▪ Mesurage Loi Boutin prévu par la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 |
| ▪ Diagnostic relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et champignons lignivores, | ▪ Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition des bâtiments visé par l'arrêté du 19/12/2011 et le décret 2011-610 du 31/05/2011. |
| ▪ Diagnostic réglementaire d'accessibilité handicapés dans le cadre de la loi du 11/02/2005. | |
| ▪ Etat des lieux « Loi Scellier » conformément au code général des impôts et à l'arrêté du 19/12/2003. | |
| ▪ Etat des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'art. L 1331-11-1 du code de la santé publique. | |

Ces extensions sont accordées dans les termes et limites du contrat à concurrence des montants indiqués dans le tableau « montant des garanties et des franchises » des conditions particulières du contrat.

La présente attestation étant délivrée conformément au contrat auquel elle se réfère sans préjudice des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

La présente attestation ne peut engager AXA FRANCE IARD au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

L'Union, le 4 juillet 2017
Y. BOUNAN J. HABIB

